



les synthèses

de l' **OBSERVATOIRE**  
**SOCIAL**

Juillet 2025

# LES FEMMES SANS DOMICILE : L'IMPENSÉ DU GENRE

Marie Loison, Maîtresse de conférences HDR en sociologie à l'Université Sorbonne Paris Nord et chercheuse au laboratoire Printemps

Propos recueillis par Zoé Brassier, chargée d'études à l'Observatoire social



## L'Observatoire social parisien

L'Observatoire social est rattaché à la Direction des solidarités. Ses missions sont :

- **Le recueil et l'analyse des données** relatives aux politiques sociales (données d'activité comme sociodémographiques) ;
- **La production d'études et de recherches** afin de mieux connaître le profil et les besoins des personnes ;
- **L'observation du sans-abrisme et du sans-domicilisme** (via le recueil et l'exploitation des données dans le cadre de la Nuit de la Solidarité et le travail sur les chiffres clés du sans-domicilisme dans le cadre du plan Logement d'abord) ;
- **La création d'un lieu d'échanges partenarial pluri-institutionnel** via l'animation de différents événements (conférences Arrêt sur études, méridiennes, matinales et webinaires).

L'ensemble des travaux de l'Observatoire social sont disponibles sur [la page dédiée sur le site de Paris.fr](#).



### Des synthèses visant à diffuser la connaissance du sans-abrisme parisien

L'Observatoire social de la Ville de Paris développe une démarche d'observation du sans-abrisme, dans le but d'améliorer la production et la diffusion de connaissances en la matière. Il produit annuellement les Chiffres-clés des personnes sans domicile à Paris en partenariat étroit avec la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville. Ce document recueille et analyse les données de nombreux acteurs institutionnels et associatifs afin d'éclairer la situation parisienne. L'Observatoire mène également des études quantitatives et qualitatives pour mieux comprendre les besoins et évaluer les politiques publiques parisiennes. Il co-pilote la Nuit de la Solidarité, opération de décompte annuelle des personnes sans-abri, mène des enquêtes ciblées, et accueille chaque fois que possible, des étudiant-e-s afin de promouvoir des recherches universitaires sur le sans-abrisme. Enfin, il favorise le partage des savoirs expérimentiels, professionnels et universitaires par l'organisation d'événements visant à alimenter les politiques publiques. Une conférence a été organisée à ce titre le 1<sup>er</sup> avril 2025 à l'Hôtel de Ville.



### L'autrice

- ❖ **Marie Loison**, Maîtresse de conférences HDR en sociologie à l'Université Sorbonne Paris Nord et chercheuse au laboratoire Printemps.



### Les objectifs de la démarche

Lors d'une conférence organisée par l'Observatoire social le 1<sup>er</sup> avril 2025 à l'Hôtel de Ville sur les enjeux du sans-abrisme, Marie Loison est intervenue pour présenter une partie de ses travaux de recherche sur la question des femmes sans domicile.

Cette présentation visait à enrichir les connaissances des professionnel·les et des partenaires de la Direction des Solidarités et à alimenter les réflexions en cours sur la prise en compte du genre dans les politiques sociales et l'adaptation de ces politiques aux profils des femmes sans domicile.

Cette synthèse se base sur cette intervention, ainsi que sur l'article publié par Marie Loison et Gwenaëlle Perrier dans la revue *Déviance et Société*, portant sur les mêmes questions.



### A consulter

- ❖ Loison, M. et Perrier, G. (2019). Les trajectoires des femmes sans domicile à travers le prisme du genre : entre vulnérabilité et protection. *Déviance et Société*, 43(1), 77-110.
- ❖ Loison, M. (2023). Le sans-domicilisme. Réflexion sur les catégories de l'exclusion du logement. *Revue française des affaires sociales*, 1, 29-50.
- ❖ Braud, R. et Loison, M. (2022). Le sans-abrisme au féminin. Quand les haltes pour femmes interrogent les dispositifs d'urgence sociale. *Travail, genre et sociétés*, 47(1), 131-147.

Si la pauvreté et le sans-domicilisme<sup>1</sup> ont fait l'objet de nombreux travaux en sciences sociales, les parcours des femmes dans la grande précarité sont longtemps restés en marge des recherches. La « question SDF »<sup>2</sup> a, en effet, principalement été abordée en prenant pour référence des parcours masculins, à quelques exceptions près. Cet aveuglement historique soulève un double enjeu : il limite la compréhension des réalités propres aux femmes sans domicile et contribue à occulter les mécanismes structurels qui les exposent à des trajectoires d'exclusion particulières.

Cette longue invisibilisation des femmes sans domicile dans la recherche peut être expliquée, d'une part, par l'invisibilisation structurelle des femmes dans l'histoire (arts, sciences, etc.), mais également par des catégories statistiques inadaptées et des représentations sur les publics précaires reposant sur des normes masculines. Des recherches historiques et des enquêtes de terrain menées dans des structures d'accueil montrent les angles morts d'un système encore largement aveugle aux rapports de genre, et appellent à une refonte des catégories d'analyse et des pratiques d'accompagnement, afin de mettre en lumière la situation et les parcours des femmes sans domicile.

## Invisibles dans les chiffres mais bien présentes : des enjeux de définition

Une énigme statistique apparaît centrale dans la question des femmes en situation d'exclusion : comment expliquer la faible présence des femmes dans les chiffres du sans-domicilisme, alors même que leur précarité est structurelle (temps partiel, monoparentalité, retraites faibles, etc.) ?

Selon l'Enquête Sans Domicile de l'Insee de 2012 (dernière enquête nationale en date menée sur ce sujet), les femmes représentent 7 % des personnes sans-abri.<sup>3</sup> La Nuit de la Solidarité, dispositif de décompte annuel mené à Paris depuis 2018, indique également une forte sous-représentation, bien que légèrement plus haute, des femmes parmi les personnes sans-abri : entre 12 et 14 % des personnes rencontrées chaque année sont des femmes. Cette faible représentation statistique alimente une vision masculine de l'extrême pauvreté, renforcée par les figures stéréotypées du « clochard » ou du « SDF », et empêche d'interroger les spécificités genrées de l'exclusion.

Or, les statistiques de la pauvreté montrent que les femmes sont de plus en plus nombreuses à subir la grande exclusion. Cette contradiction invite à repenser les catégories pour mesurer la présence réelle des femmes sans domicile et comprendre la raison pour laquelle leur nombre, leurs caractéristiques et leurs trajectoires sont mal connues et difficiles à estimer.

Une distinction conceptuelle doit être faite entre **« sans-abrisme »** (situation d'une personne dormant dans la rue ou dans un lieu non prévu pour l'habitation), **« sans domicilisme »** (situation des personnes sans-abri ou sans domicile, c'est-à-dire hébergées dans des services d'hébergement), et **« absence de chez-soi »** (intégrant également les personnes hébergées chez des tiers ou dans des conditions d'habitat indigne). Cette distinction permet de penser la précarité au-delà du sans-abrisme, et de rendre compte de formes d'hébergement invisibles dans les outils de recensement. Si les femmes sont fortement minoritaires en situation de sans-abrisme, forme d'exclusion souvent la plus visible, elles sont davantage représentées en situation de sans-domicilisme : selon l'enquête Sans Domicile, 38 % des personnes sans domicile étaient des femmes en 2012. Ce chiffre rend ainsi davantage visible la présence des femmes parmi les publics sans domicile. Les travaux montrent par ailleurs que les femmes utilisent davantage que les hommes des formes d'hébergement qui ne sont pas définies comme faisant partie du sans-domicilisme comme l'hébergement chez des tiers, les squats ou d'autres types de logements informels qui leur permettent d'échapper à la rue. Les outils statistiques ainsi que les catégories utilisées semblent donc, en partie, expliquer cette invisibilisation des femmes sans domicile.

## Une invisibilisation ancrée dans l'histoire

L'invisibilité des femmes sans domicile, et notamment dans les dispositifs d'aide, n'est pas récente. Historiquement, les femmes en rupture sociale ou familiale étaient prises en charge par d'autres institutions que celles réservées aux personnes sans domicile : maisons closes pour les prostituées, refuges-ouvroirs pour les filles-mères, asiles psychiatriques pour les femmes jugées malades et déviantes, etc. Ces lieux de relégation, profondément genrés, ont produit

<sup>1</sup> Loison, M. (2023). Le sans-domicilisme. Réflexion sur les catégories de l'exclusion du logement. *Revue française des affaires sociales*, 1, 29-50

<sup>2</sup> Damon, J. (2012). La question SDF : Critique d'une action publique. (2e éd.). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.raciq.2012.01>.

<sup>3</sup> En toute rigueur, l'effectif des femmes sans-abri interrogées étant de 73 sur les 707 sans-abri de l'échantillon, l'utilisation des pourcentages est inappropriée.

une ségrégation durable dans les politiques sociales entre les publics masculins, décrits comme sans domicile, et les femmes, qualifiées selon d'autres modalités.

Ce n'est qu'à partir des années 2000 que les femmes sans domicile sont devenues un « problème public » identifié à la faveur de transformations sociales majeures : transformations des structures familiales, précarisation économique, mise en lumière des violences sexistes et sexuelles, etc. Ces évolutions et l'attention grandissante aux inégalités entre les sexes, dans un contexte d'institutionnalisation des questions de genre ont permis l'ouverture de structures dédiées à ce public, désormais davantage identifié. La création à Paris de haltes spécifiques pour femmes, à la suite de la Nuit de la Solidarité de 2018, marque une tentative d'adaptation de l'action publique au public féminin. Mais, aujourd'hui encore, il semble que ces structures restent largement pensées sur un modèle masculin de la grande exclusion : personnes isolées, désocialisées, en non-recours. Or, ce profil ne correspond que très partiellement à celui des femmes occupant ces structures : elles sont souvent moins désocialisées, plus jeunes, parfois accompagnées d'enfants, et ne rencontrent pas les mêmes problématiques que les hommes, étant notamment très marquées par des trajectoires de violences de genre. Ce décalage entre les publics attendus et ceux fréquentant réellement ces haltes entraîne souvent un accompagnement inadapté, ne répondant que partiellement aux besoins de ces femmes.<sup>4</sup>

## Violences de genre et stratégies d'invisibilité

La visibilité et l'accompagnement des femmes sans domicile ne peuvent être pensées sans intégrer la question des violences. Les violences de genre jouent, en effet, un rôle central dans les trajectoires féminines d'exclusion, et peuvent notamment expliquer, en partie, l'invisibilisation de ces publics. Inceste, agressions sexuelles, violences conjugales, mariages forcés : ces violences sont massives et concernent toutes les femmes.<sup>5</sup> On peut donc supposer que les femmes en situation de grande précarité sont d'autant plus exposées à ces formes de violence.

Selon l'enquête Sans Domicile, ces violences apparaissent, pour une partie importante des femmes,

très tôt dans leur vie : en 2012, 36 % des femmes sans domicile avaient subi des violences avant 18 ans, contre 19 % des hommes. Elles structurent ensuite les trajectoires des femmes et peuvent notamment être à l'origine du départ du domicile familial ou conjugal, de la perte de logement, d'une migration, etc. entraînant ainsi une bascule dans le sans-domicilisme. À titre d'exemple, en 2012, 90 % des personnes ayant quitté leur domicile pour cause de violences familiales étaient des femmes.

Ces violences, notamment en amont d'une situation d'exclusion, ne sont pourtant ni suffisamment mesurées, ni toujours prises en compte dans les dispositifs d'accompagnement. Les femmes elles-mêmes ne les déclarent pas toujours aux équipes d'accompagnement, ou tardivement. Dans les structures sociales, les rapports d'activité minorent leur prévalence, souvent au profit d'autres problématiques de précarité ou de santé. Pourtant, une lecture attentive des trajectoires révèle la centralité de ces expériences dans l'enchaînement des ruptures.

Par ailleurs, ces violences structurent également la « carrière » d'exclusion des femmes. Face aux dangers de la rue, les femmes développent des stratégies d'invisibilisation, afin de ne pas être vues, et de ne pas être perçues comme vulnérables : elles évitent de stationner, d'avoir des sacs, se déplacent souvent, modifient leur apparence pour ne pas être repérées. Ces comportements, liés notamment à une socialisation marquée par la peur des espaces publics, expliquent en partie leur sous-représentation dans les enquêtes de terrain, comme la Nuit de la Solidarité, puisqu'elles sont moins bien repérées par les enquêteur·ices. Les femmes sans domicile, comme toutes les autres femmes, ont intégré les codes de cette domination spatiale, et y adaptent leur conduite. Si elles peuvent être présentes dans les espaces publics, elles n'y sont pas repérables en tant que sans-abri, y stationnent et y dorment peu, comparé aux hommes.

## Le paradoxe du logement

Le logement, lui non plus, ne constitue pas toujours un espace protecteur. De nombreuses femmes sont victimes de violences au sein même de leur logement. Julia Wardhaugh qualifie ainsi de « *homeless at home* »<sup>6</sup> les femmes qui ne se sentent pas en sécurité chez elles

<sup>4</sup> Braud, R. et Loison, M. (2022). Le sans-abrisme au féminin. Quand les haltes pour femmes interrogent les dispositifs d'urgence sociale. Travail, genre et sociétés, 47(1), 131-147

<sup>5</sup> Brown, E., Debauche, A., Hamel, C., & Mazuy, M. (éds.). (2020). Violences et rapports de genre (I-). Ined Éditions.

<sup>6</sup> Wardhaugh, J. (1999). The Unaccommodated Woman: Home, Homelessness and Identity. The Sociological Review, 47(1), 91-109.

et pour lesquelles le logement n'est pas synonyme de chez soi. Les catégories du logement doivent donc être revues puisque l'« habiter » ne peut être réduit à une simple question d'abri : il engage la sécurité, l'intimité, la projection dans l'avenir.

D'autres femmes, pour échapper au sans-abrisme, sont hébergées chez des tiers (amis, membres de la communauté, partenaires, etc.) dans des conditions informelles, parfois marquées par des rapports de dépendance ou de violence. Ces formes d'hébergement, non institutionnelles, échappent aux radars de la statistique et des politiques publiques puisqu'elles sont difficilement mesurables. D'autres part, elles ne correspondent pas aux critères classiques de l'urgence sociale et ne sont donc pas considérés comme des situations prioritaires, alors même qu'elles concernent une part importante des femmes sans logement personnel et qu'elles peuvent impliquer des violences et une exposition forte à la précarité.

Dans ce contexte de violences vécues en amont et durant la carrière d'exclusion, la non-mixité des structures d'hébergement, y compris dans les équipes d'accompagnement, apparaît indispensable pour une partie de ce public. De nombreuses femmes refusent les structures mixtes, perçues comme insécurisantes, et plébiscitent les lieux réservés aux femmes, mais ces espaces demeurent rares et sous-financés.

## Quand l'intervention sociale reproduit les stéréotypes

Malgré quelques avancées, et la bonne volonté de nombreux et nombreuses professionnelles, l'action sociale reste souvent largement aveugle au genre. Les représentations dominantes, dans l'accompagnement, continuent de voir les femmes sous l'angle de la maternité, de la sexualité ou de la féminité : on s'attarde sur leur santé gynécologique, on leur propose des activités « féminines » (cuisine, couture), etc. D'autres dimensions (violences de genre, santé mentale, insertion professionnelle, maladies chroniques), pourtant centrales, sont peu explorées. Cette approche parcellaire et stéréotypée empêche un accompagnement global et adapté.

De plus, la prise en charge est fortement structurée autour de la fonction maternelle des femmes. Autrement dit, l'organisation et le fonctionnement de

l'aide et de l'action sociale, à un niveau national comme local, conduit à faciliter la prise en charge d'une partie seulement des femmes sans domicile : les mères. Celles-ci peuvent parfois, du fait d'une offre institutionnelle genrée et axée sur la famille, bénéficier d'une mise à l'abri facilitée dans des dispositifs d'aide. Les femmes ne remplissant pas ces critères apparaissent, à l'inverse, invisibilisées.

Le vocabulaire même de l'action sociale (« publics », « familles », « usagers ») contribue à lisser les différences entre hommes et femmes, à gommer les rapports de domination, à ne pas nommer le genre, et à reproduire les stéréotypes. Pourtant, sans remise en cause de ces termes, la compréhension de la situation des femmes en situation d'exclusion demeure impossible.

## Un enjeu politique fondamental

Face à cette difficile prise en compte du genre dans l'hébergement et aux difficultés rencontrées par les femmes sans logement personnel, la question du logement constitue un levier essentiel dans la lutte contre le sans domicile des femmes et les violences associées. Si l'engagement des professionnel·les de l'action sociale est déterminant, il ne saurait pallier les carences structurelles des politiques publiques en matière de logement. Les initiatives comme le « Logement d'Abord » sont porteuses d'espoir, mais elles restent théoriques tant que l'offre de logements accessibles demeure insuffisante.

Cette question invite à interroger plus largement les conceptions du logement, de l'espace public et des normes résidentielles, en intégrant les spécificités de genre. Le terme de « sans domicilisme », bien que plus pertinent que celui de « sans-abrisme » pour penser la pluralité des situations, demeure insatisfaisant puisqu'il ne mesure pas toutes les formes d'hébergement, notamment l'hébergement chez des tiers ou dans un logement dans des conditions indignes. Cette réflexion invite donc, afin de rendre visible et intégrer dans l'action publique l'ensemble de ce « sans-domicilisme caché » féminin, à repenser les catégories statistiques, à revisiter les critères d'urgence pour ne pas reposer sur des normes masculines de l'exclusion, et à développer de nouvelles pratiques.



## Éclairage : Ce que dit la Nuit de la Solidarité 2024 des femmes sans-abri à Paris

Extrait du rapport de la Nuit de la Solidarité 2024<sup>7</sup>

Dans la nuit du 25 au 26 janvier 2024, un peu plus de 300 femmes sans-abri ont été rencontrées, représentant **12 % des personnes** pour lesquelles le sexe a été renseigné. Cette part se situe dans la moyenne des six éditions précédentes (entre 10 % et 14 %). Elle n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire parisien, variant de 8 % à Paris Centre et dans les 10<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements à 29 % dans le 20<sup>e</sup> arrondissement en 2024 (en lien avec la présence de campements de familles).

### Des femmes sans-abri plus souvent en couple ou en famille, dont la situation semble se dégrader

- Les femmes sont plus souvent rencontrées en couple et en famille (22 % contre 4 % des hommes), bien qu'une majorité soient rencontrées seules (58 % d'entre elles).
- Les femmes indiquent moins souvent dormir dans la rue que les hommes, **privilégiant des espaces spécifiques de retrait**. La moitié (50 %) d'entre elles pensent passer la nuit à la rue, contre deux tiers (65 %) des hommes.
- La majorité des femmes qui ont répondu au questionnaire indiquent qu'il **ne s'agit pas de la première fois qu'elles sont sans logement (61 %)**. Cela témoigne d'allers-retours à la rue et d'une fragmentation des parcours plus fréquents.
- **Deux-tiers des femmes (67 %) ont répondu être sans logement depuis plus d'un an**. Cette part n'a cessé d'augmenter depuis sept éditions (45 % en 2018). Ce constat illustre la dégradation de leur situation.
- Lors de l'édition de 2024, un tiers des femmes sans-abri rencontrées (32 %) ont répondu être sans logement **après avoir été expulsées de leur domicile ou de chez un tiers**, contre 16 % des hommes.

### Les femmes sans-abri ont un meilleur accès à l'offre à destination des personnes sans-abri, bien que celui-ci demeure faible.

- Parmi les personnes rencontrées, quatre femmes sans-abri sur dix (39 %) ont un accompagnement social en janvier 2024, contre 35 % des hommes.
- Un tiers des femmes (34 %) reçoivent des prestations sociales, contre 18 % des hommes.
- Plus de la moitié des femmes (54 %) ont une couverture maladie, contre un tiers des hommes (34 %).

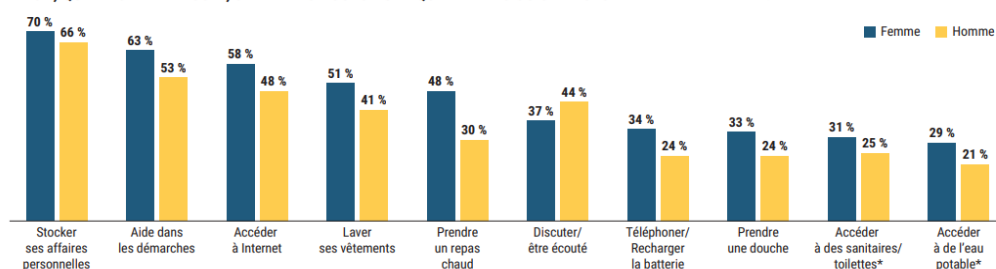
### A l'inverse, les femmes sont moins nombreuses à avoir recours à certains services du quotidien et indiquent moins y avoir accès

Interrogées sur leur fréquentation de certains dispositifs au cours de la semaine précédant le décompte, **les femmes indiquent proportionnellement moins que les hommes les avoir fréquentés** (cette moindre fréquentation pouvant être liée à des logiques d'évitement) :

- Une femme sans-abri sur trois (31 %) s'est rendue dans un point de distribution alimentaire dans la semaine, contre 56 % des hommes
- Une proportion équivalente de femmes (30 %) se sont rendues en accueil de jour, contre quatre hommes sans-abri sur dix (41 %).

**Les femmes sans-abri indiquent également avoir moins rencontré de maraudes**, soulignant les stratégies d'invisibilisation évoquées : quatre sur dix (41 %) ont vu au moins une maraude dans la semaine précédant l'opération, contre la moitié (51 %) des hommes.

« NON, QUAND J'EN AI BESOIN, JE N'AI PAS ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS OU SERVICES ME PERMETTANT DE : »



\* Nouvelles modalités en 2024  
Source : Nuit de la Solidarité 2024 - Traitement Apur

L'ordre des besoins prioritaires exprimés par les femmes demeure, lui, équivalent à celui des hommes, **mais avec des niveaux d'accès plus faibles**.

<sup>7</sup> Disponible à ce lien : [Nuit de la Solidarité à Paris : les résultats de la 7ème édition | Apur](#)

